

<http://ujfp.org/spip.php?article7704>

UJFP

Délégitimation d'Israël ou analyse socio-historique ? Le débat sur le sionisme comme mouvement colonial de



Date de mise en ligne : dimanche 1er mars 2020

peuplement

pour comprendre - Analyses, opinions & débats -

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Par Yoav Peled. Publié le 25 février 2020.

En s'intéressant aux pratiques effectives des différentes vagues de pionniers juifs en Palestine et non à leurs intentions idéologiques, Yoav Peled montre ici que la fondation d'Israël relève bien d'un processus colonial. Les conditions socio-économiques de l'établissement des pionniers juifs en Palestine ne pouvaient ainsi que conférer à celui-ci un caractère colonial.

Introduction

Le livre d'Alan Dershowitz, *Le droit d'Israël : pour une défense équitable*, est un catalogue des péchés dont Israël est accusé par ses ennemis, accusations systématiquement réfutées par l'auteur [1]. Le tout premier chapitre traite de l'accusation selon laquelle Israël est un État colonialiste et impérialiste. Dershowitz conclut sa réfutation de cette affirmation en déclarant que « l'affirmation selon laquelle Israël est un État colonial ou impérialiste est tellement farfelue qu'elle sert simplement à illustrer la façon dont la langue est délibérément déformée au service d'un programme partisan » [2].

Pour Uri Ram, « En Israël ... l'identification du sionisme à un mouvement colonial est généralement considérée comme diffamatoire. La caractérisation d'Israël comme société colonialiste, impliquant que les Juifs aient conquis et exproprié une terre, ainsi qu'exploité ou expulsé les habitants autochtones, va à l'encontre de l'auto-représentation du sionisme en tant que mouvement d'un peuple sans terre retournant sur une terre sans peuple. Cette identification est considérée comme répugnante par la gauche sioniste israélienne, qui a toujours professé l'auto-libération et le rachat d'une terre aride par le travail, ainsi que par la droite israélienne, qui a toujours défendu le fait que « toute la terre d'Israël » est une propriété incontestable des Juifs » [3].

Chaim Gans, un éminent juriste sioniste libéral, a admis que la pratique sioniste impliquait nécessairement un certain degré de pratique coloniale (au sens sociologique et descriptif du terme), car la démarche sioniste impliquait l'installation d'un groupe ethnoculturel sur un territoire déjà occupé par un autre groupe depuis des générations, et que les nouveaux colons ne souhaitaient pas s'intégrer au groupe local et adopter sa culture, mais plutôt créer une société distincte et séparée de celui-ci, sur les plans culturel et national [4].

Cependant, il a affirmé que même si des universitaires post-sionistes (Gershon Shafir et l'auteur du présent texte sont spécifiquement mentionnés) « croient que le fait de qualifier la pratique sioniste d'origine comme coloniale signifie qu'elle est injuste », le caractère juste ou non du sionisme devrait être déterminé en considérant ses fins nationalistes plutôt que ses moyens colonialistes [5]. Dans cette première partie, je voudrais aborder la question du sionisme comme mouvement colonial uniquement dans son « sens sociologique - descriptif » (qualifié à partir d'ici comme « la thèse coloniale »), laissant à l'appréciation du lecteur les implications normatives liées à cela.

Dans un sens sociologique et descriptif, une société coloniale de peuplement est une société nouvelle établie sur un territoire habité, par la combinaison, à différents degrés, de contrôle militaire, d'établissement de populations non autochtones, ainsi que d'exploitation, d'expulsion ou d'éradication de la population autochtone, justifiés par le recours à des droits historiques, à la mission divine ou à la supériorité culturelle [6].

Un mouvement colonial de peuplement est un mouvement socio-politique qui oeuvre par ces moyens à coloniser un

territoire donné. Cette définition, et cela doit être noté, ne fait pas référence aux intentions des colons ou à celles du pouvoir qui détient les capacités militaires et politiques sur le territoire colonisé ; elle ne fait pas non plus référence à une sorte d'affinité entre ce pouvoir et la population qui s'y installe, mis à part le fait que la colonisation a lieu sous les auspices de ce pouvoir.

Un projet de colonisation établit une relation triangulaire entre le pouvoir qui détient le contrôle militaire et politique du territoire, la population des colons et la population autochtone. Il s'agit d'une relation dynamique qui, si le projet de peuplement aboutit, évolue vers l'assujettissement, l'expulsion ou l'extermination de la population autochtone, le désengagement du pouvoir dominant et l'instauration de la souveraineté des colons. Selon les mots de Lorenzo Veracini, « Pour réussir, un projet de colonisation doit s'affranchir de la surveillance et du contrôle externes, établir localement des formes politiques et culturelles souveraines, mettre fin aux autonomies autochtones conséquentes, et apprivoiser un paysage autrefois perçu comme totalement étranger. En d'autres termes, un projet de colonialisme de peuplement qui a suivi son cours n'est plus un colonialisme de peuplement » [7].

Les exemples classiques de sociétés prospères issues du colonialisme de peuplement sont les États-Unis, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. (Le projet de colonisation peut également échouer, comme cela a été le cas en Algérie et dans l'Afrique de l'est colonisée par la Grande-Bretagne). Une trajectoire similaire, je vais le développer, a caractérisé le projet de colonisation sioniste en Palestine.

Au tournant du XX^{ème} siècle, la Palestine, économiquement sous-développée et manquant de ressources naturelles, n'était pas une destination particulièrement attrayante pour l'immigration ou la colonisation. Ainsi, seulement 3 % des deux millions de Juifs qui avaient quitté l'Europe de l'Est entre 1882 et 1914 sont allés en Palestine, et beaucoup d'entre eux ont par la suite émigré dans d'autres pays. Ces Juifs qui se sont installés en Palestine à cette époque l'ont principalement fait pour des raisons idéologiques, religieuses ou nationalistes, plutôt que pour des raisons matérielles. Les colons juifs en Palestine, qu'ils soient sionistes ou pré-sionistes, ont été confrontés à des difficultés supplémentaires qui ont rendu leur expérience différente de celle de la plupart des colons : la population palestinienne autochtone était composée de paysans et d'urbains, et non de chasseurs-cueilleurs comme dans la plupart des autres colonies de peuplement [8]. Cette population ne pouvait pas être facilement éliminée et a dès le début opposé une résistance à la colonisation juive [9]. La population palestinienne ne pouvait pas non plus être incitée à effectuer du travail forcé dans les fermes des colons et devait être rémunérée pour son travail. En outre, jusqu'en 1917, les dirigeants ottomans de la Palestine ne considéraient pas favorablement la colonisation juive, et les Britanniques, déterminés à créer un foyer national juif en Palestine (voir plus loin), n'allèrent pas jusqu'à exproprier les terres et à les remettre aux Juifs. En conséquence, jusqu'à ce qu'ils obtiennent la souveraineté en 1948, les colons juifs devaient acheter des terres à des Palestiniens autochtones ou à des propriétaires terriens qui s'étaient absentés dans les pays arabes environnants. En raison de la rareté des terres arables disponibles, de leur prix en forte hausse et des ressources financières limitées du mouvement sioniste, c'est seulement 6,59% de la superficie de la Palestine qui avait été achetée en 1947 [10].

Ces caractéristiques particulières du projet de colonisation sioniste sont utilisées par les opposants à la thèse coloniale pour défendre le caractère non colonialiste du sionisme. Leurs arguments se répartissent en deux grandes catégories : ceux qui concernent les intentions des colons sionistes et ceux qui concernent leurs pratiques [11]. Dans les sections suivantes, je présenterai les arguments des opposants à la thèse de la colonisation, puis j'essaierai d'évaluer leur validité sur la base des preuves historiques.

Les intentions sionistes

La critique la plus détaillée et la plus complète de la thèse coloniale a été présentée au début du débat par Moshe Lissak, dans le numéro inaugural de la revue *Israel Studies* [12]. Selon Lissak, le « principal point faible » de la thèse

coloniale est l'incapacité de ses défenseurs à reconnaître que le sionisme est un mouvement national, « l'expression la plus complète du mouvement national moderne du peuple juif. . . [visant] à créer une entité politique dans ce qui a été défini par toutes les parties du peuple juif [sic] comme son territoire historique » [13]. Lissak a admis que, contrairement à tous les autres mouvements nationaux, dans le cas sioniste, « la création d'un État-nation impliquait la migration de la population d'un territoire à l'autre » [14]. Cependant, l'« alyah/l'immigration vers le pays ... avait des motivations singulières [nationalistes] en comparaison de tout autre mouvement de colonialisme de peuplement », qui, vraisemblablement, n'avait pas de telles motivations [15]. Ainsi, selon Lissak, le mouvement sioniste, étant à la fois un mouvement national et un mouvement de peuplement, ne pourrait pas, par définition, être un mouvement de colonisation. Pour étayer son argument, Lissak s'est également appuyé sur la « politique socio-économique et idéologique » du mouvement sioniste travailliste, qui était à la tête du projet de colonisation. Il a affirmé que l'idéologie socialiste-sioniste empêchait le développement de symptômes colonialistes en Eretz Yisrael, potentiel qui existait déjà dans les moshavot (colonies de plantations) de la première alyah (1881-1904) [16].

Lissak s'est donc fondé sur les intentions subjectives des colons sionistes et de leur premier mouvement d'implantation pour nier la nature coloniale du sionisme. Une version encore plus poussée de cet argument subjectiviste est celle proposée par Boaz Neumann, basée sur un cadre théorique deleuzien [17]. Neumann tente de réfuter la thèse coloniale en décrivant les « pionniers sionistes travaillistes » comme des individualistes raboteux motivés par un désir presque primitif pour la terre, innocent de toute idéologie ou de tout projet colonialiste : « Le pionnier mouille la terre de sa sueur et la transforme ainsi, du [simple] sol à la terre, du no man's land au territoire juif, marquant la frontière entre le territoire juif et le sol arabe » [18]. En raison de cela, « ce serait une erreur d'imposer à cet amour [des pionniers sionistes d'Eretz Yisrael], le désir comme je l'ai appelé, des concepts qui lui sont étrangers. Par exemple, pour y lire des significations romantiques - orientalistes, colonialistes ou, bien sûr, proto-fascistes. Une telle lecture serait contraire à » l'esprit nietzschéen » du pionnier sioniste » [19].

Argumenter à propos des intentions est une entreprise risquée, les intentions ne pouvant pas vraiment être connues, à moins que l'on prenne pour argent comptant l'image que des personnes impliquées se font d'elles-mêmes. En outre, si la prise en compte des intentions est importante pour la philosophie morale et la pratique du droit, l'analyse socio-historique doit prendre en compte les conséquences effectives qui, on le sait très bien, peuvent être très différentes des intentions des agents historiques. Quoi qu'il en soit, il n'y a pas de contradiction logique ou empirique inhérente qui empêcherait qu'un mouvement de colonisation soit à la fois national et colonial. Différents mouvements nationaux ont eu recours à diverses plates-formes idéologiques pour atteindre leurs objectifs nationalistes, tels que le libéralisme, le socialisme et même le fascisme, et il n'y a aucune raison a priori pour exclure la possibilité que le mouvement sioniste utilise une stratégie coloniale pour atteindre son objectif national. En outre, un examen du discours sioniste aux premiers stades de la colonisation révèle qu'une terminologie et des analogies coloniales ont été utilisées ouvertement par les colons sionistes et par les organisations les parrainant.

Selon Ran Aaronsohn, un farouche opposant à la thèse coloniale, « Les premiers colons juifs de la fin du XIXème et du début du XXème siècle se sont eux-même désignés comme « colons » et leurs implantations comme » colonies » [moshavot] » [20]. Le principal organisme financier créé en 1899 pour faciliter le projet de colonisation a été nommé Jewish Colonial Trust (actuellement la Banque Leumi).

La société créée en 1924 par le baron Edmond de Rothschild pour gérer les colonies qu'il a parrainées en Palestine a été nommée Association de colonisation juive de Palestine (PICA) ; il prit en charge la gestion des colonies Rothschild du comité Palestine de l'Association mondiale de colonisation juive (ACI). [21] En 1927, Chaim Arlozoroff, dirigeant du parti Hapoel Hatzair (Jeunes travailleurs), écrivait : « Il me semble que le territoire de l'État sud-africain, avec sa question du travail, est presque le seul cas dans lequel la similitude des conditions objectives et des problèmes nous autorisent à faire une comparaison » avec la colonisation juive en Palestine [22]. Et même aussi tard qu'en 1947, on pouvait lire, dans la préface d'un livre de photos de Palestine, que « malgré les handicaps naturels et politiques, la colonisation juive, une fois commencée, s'est poursuivie - obstinément. Cela a changé la physionomie de la terre. Cela a produit un nouveau type de Juif. Elle a recréé la Palestine juive » [23]. Aaronsohn explique cet

usage par le fait que, jusqu'à l'ère de la décolonisation, les mots dérivés de la racine « colon- » n'étaient pas porteurs de connotations normatives négatives, de sorte que les colons sionistes se sont sentis libres de les utiliser pour décrire leur propre entreprise [24].

Pratiques sionistes, stratégies de peuplement

La nécessité pour les colons d'adapter leur idéologie aux réalités du terrain, en premier lieu à la résistance de plus en plus violente de la population palestinienne autochtone [25], constitue un des thèmes célèbres traversant la littérature historique portant sur le projet de colonisation du sionisme travailliste. Ainsi, en pratique, les colons sionistes ont dû adopter des stratégies qui semblaient, au moins, contredire leurs valeurs universalistes, et même socialistes. Le « socialisme constructif » était l'étiquette générale utilisée pour décrire ces ajustements de l'idéologie aux conditions de la Palestine mandataire et ottomane [26].

Lissak a admis que « la nécessité de faire face au « problème arabe » a créé une longue série de suggestions et de solutions. Dans certaines d'entre elles, on peut en effet détecter des signes d'un caractère colonial : je me réfère ici à la moshavot de la [première Aliyah], ou du moins à certaines d'entre elles. Ces signes auraient pu devenir la structure dominante tout au long de la colonisation juive, mais cela ne s'est pas passé ainsi [27]. Si le modèle de colonie de plantation de la première Aliyah n'est pas devenu dominant, c'est, selon Lissak, parce que le mouvement sioniste travailliste, qui s'y opposait idéologiquement, est devenu la force politique prédominante au sein du yishuv (communauté juive dans le pré-État de Palestine) et de l'Organisation sioniste mondiale. Au lieu des colonies de plantation, qui employaient de la main-d'oeuvre palestinienne dans des fermes appartenant à des Juifs, le mouvement travailliste « a préféré se couper presque complètement du secteur arabe et construire un système entièrement autonome ; c'est-à-dire une structure économique, politique et culturelle qui ne dépendrait pas de la population arabe » [28].

Selon Lissak, lorsque le mouvement sioniste travailliste assumait la direction du projet de colonisation, il pouvait choisir entre quatre stratégies de colonisation possibles : « ceci par dessus cela » (une meilleure traduction aurait été « l'un sur l'autre »), « ceci à la place de cela », « ceci et cela ensemble », et « cela à côté de cela. » « Ceci par dessus cela » était la stratégie de colonie agricoles de Rothschild et de la première Aliyah qui avait effectivement le potentiel de se développer en colonialisme de peuplement mais qui fut abandonnée par le mouvement travailliste. « Ceci à la place de cela » signifiait l'expulsion de la population palestinienne autochtone, comme ce fut effectivement le cas pendant la guerre de 1948, mais cette expulsion eut « une ampleur limitée » [sic] et « il existe en fait de nombreuses versions concernant le nombre de personnes expulsées, comme il en existe à propos de l'existence ou non d'un « plan d'urgence » pour l'exécution d'une telle expulsion » [29]. « Ceci et cela ensemble » était l'option binationale qui n'avait que peu de partisans au yishuv et encore moins parmi les Palestiniens.

« Ceci à côté de cela », l'option choisie par le mouvement travailliste sioniste, « était une tendance explicitement anticolonialiste » (c'est nous qui soulignons) et « qui s'inspirait d'une idéologie qui cherchait à créer non seulement une société démocratique et égalitaire [juive], mais également une structure qui concrétiserait la volonté des partisans de Borochov de « renverser la pyramide sociale » au sein du peuple juif. La nouvelle « pyramide » devrait garantir que les Juifs occuperaient tous les niveaux de la structure de l'emploi, et en premier lieu les emplois relevant du travail physique. Ce n'est qu'ainsi, selon le mouvement travailliste, qu'il serait possible d'entraîner le développement des forces productives du peuple juif. La réalisation de cet objectif signifierait également la mise en place d'une structure socio-économique autonome à côté de celle de la population arabe. Une telle situation permettrait l'échange de biens, de richesses et de main-d'oeuvre, même de façon très limitée, entre les deux systèmes économico-politiques distincts, sans exploitation brutale de l'une des deux parties par l'autre [30].

La classification par Lissak des possibles stratégies de peuplement est utile, mais dans un sens qui va à l'encontre

de son objectif général. À l'exception de l'option binationale, les colons sionistes ont employé les trois autres stratégies à un moment ou à un autre, et le passage d'une stratégie à l'autre n'était pas motivé par une idéologie mais par les conditions matérielles prévalant sur le terrain. Comme l'a démontré Gershon Shafir dans son livre pionnier, *Land, Labor and the Origins of the Israeli Palestinian Conflict 1882-1914*, la stratégie de la première colonie agricole de la première Alyah, qui était fondée sur le marché, n'a pas été abandonnée pour des raisons idéologiques, mais parce qu'elle ne pouvait pas fournir d'emplois aux nouveaux arrivants de la deuxième Alyah (1904-1914). Les fermes privées du moshavot étant censées être autonomes sur le plan économique, leurs propriétaires préféraient les travailleurs palestiniens expérimentés et moins chers à leurs propres coreligionnaires motivés par l'idéologie mais inexpérimentés et plus onéreux. De même, les ressources financières dont disposait le mouvement sioniste à l'époque ne lui permettaient pas d'acquérir suffisamment de terres pour établir des colonies agricoles pour les nouveaux arrivants. Ainsi, une stratégie de contournement du marché était nécessaire au succès du projet de colonisation [31].

La stratégie de « règlement des conflits de travail » adoptée à une période plus récente - des règlements coopératifs indépendants sur des terres non inaliénables appartenant à l'État - n'a pas été conçue par le mouvement syndical sioniste en Palestine, mais par Franz Oppenheimer, un médecin juif allemand devenu sociologue, impliqué, en tant que médecin, dans le projet de peuplement allemand en Prusse orientale. Les idées d'Oppenheimer ont été adoptées par Otto Warburg et Arthur Ruppin, respectivement président du département des Affaires palestiniennes de l'Organisation sioniste mondiale et chef de son bureau pour la Palestine, comme solution à la crise de la deuxième Alyah. La nouvelle stratégie devait être vendue aux dirigeants du mouvement travailliste émergent en Palestine, qui se considéraient eux-mêmes, idéologiquement, comme des travailleurs révolutionnaires et non des colons. Le mouvement travailliste n'a accepté d'adopter la nouvelle stratégie, désormais baptisée « socialisme constructif », que lorsqu'il s'est rendu compte que la « conquête du travail » au détriment des Palestiniens ne pourrait être réalisée sans la « conquête de la Terre » [32].

Comme nous l'avons vu, selon Lissak, la stratégie de double économie, fondée sur des marchés du travail et des marchés fonciers séparés sur une base ethnique, relevait d'une « tendance explicitement anticolonialiste ». L'hypothèse qui sous-tend cette affirmation est que la séparation économique et sociale signifie que les colons ont un impact minimal sur la population autochtone, bien que les deux coexistent au sein d'une même formation politique. Cependant, comme l'a déjà souligné Arlozoroff en 1927, l'implantation d'un secteur économique moderne dans une société traditionnelle, sans frontières politiques pour protéger celle-ci, ne peut qu'avoir un effet négatif sur la population autochtone traditionnelle : « Toute la structure des concepts conventionnels, de la tradition et des règles sociales héritées s'effondre face aux nouvelles formes que la nouvelle colonie apporte. La structure sociale est minée par l'impact de la nouvelle société en train de se former dans le pays » [33]. Dans le langage pittoresque de Neumann (tiré des écrits des « pionniers » eux-mêmes), contrairement aux « pionniers », « les Palestiniens ... n'ont jamais déblayé leurs champs de pierres et ne les ont jamais améliorés, ils n'ont jamais labouré avec des charrues lourdes et coûteuses ... Vraiment, [le paysan palestinien] ne laboure pas, il griffe ou gratte légèrement la surface de ses terres avec sa pelle » [34]. Comment la concurrence entre ces deux secteurs agricoles ne pourrait-elle pas avoir un impact négatif sur celui qui « gratte simplement la surface de ses terres » au lieu de le labourer ?

Il en est de même à propos du marché foncier : « la terre juive, achetée à des fellahin [paysans palestiniens] ... conduit à des déplacements ainsi qu'à des expulsions de locataires, et à des tentatives infructueuses de mesures correctives de la part des autorités mandataires. En conséquence, en 1930, l'exécutif arabe demanda pour la première fois que le mandat interdise légalement la vente de terres à des Juifs. Par la suite, cette demande « est devenue un principe du mouvement national arabe palestinien » et la question de la terre a désormais été considérée comme « une question de vie ou de mort », au même titre que le problème de l'immigration [35].

Néanmoins, la hausse rapide du prix du foncier a incité les propriétaires palestiniens à continuer de vendre des terres aux sionistes, au mépris de l'injonction idéologique et, après 1939, de son interdiction légale. Les paysans

palestiniens, déplacés de leurs terres et incapables de trouver un autre emploi, étaient concentrés dans des bidonvilles urbains et fournissaient l'étincelle qui mit le feu à la la révolte arabe de 1936-1939 [36].

La mère patrie

Un autre argument majeur employé par les opposants à la thèse coloniale est que, contrairement à tous les autres projets coloniaux, le mouvement sioniste n'avait pas de « mère patrie » qui lui assurait une protection politique et militaire et pour laquelle des ressources étaient extraites de la colonie. Cependant, cet argument ne vaut que pour la période ottomane, au cours de laquelle Theodor Herzl fit des efforts intensifs mais infructueux pour assurer au sionisme une « charte » coloniale émanant de diverses puissances européennes et même du sultan ottoman. Mais même pendant cette période, les colons juifs qui étaient citoyens de pays européens, c'est-à-dire la majorité d'entre eux, bénéficiaient de protections, notamment juridiques, de la part des consuls généraux de leurs pays respectifs, sous le régime de « capitulations » alors en vigueur entre l'Empire ottoman et les pouvoirs européens [37].

Le premier dirigeant sioniste à avoir obtenu, du moins formellement, une « charte » d'une puissance européenne majeure, fut Chaim Weizmann, qui était le principal dirigeant sioniste en Grande-Bretagne à l'époque de la déclaration Balfour de 1917 [38]. La déclaration engageait la Grande-Bretagne à soutenir l'établissement d'un foyer national juif en Palestine, « étant entendu clairement que rien ne pourrait être fait qui puisse porter atteinte aux droits civils et religieux des communautés non juives existantes en Palestine », à savoir : les droits civils et religieux (mais pas politiques) de la population palestinienne autochtone, qui représentait 90% de la population de Palestine à l'époque [39]39.

Sous la forte pression britannique, le mandat de la Société des Nations sur la Palestine, octroyé à la Grande-Bretagne en 1922, intégrait presque intégralement la déclaration Balfour et ajoutait une disposition d'une importance capitale : « Tout en veillant à ce qu'il ne soit pas porté atteinte aux droits et à la situation des autres parties de la population, l'Administration de la Palestine facilitera l'immigration juive dans des conditions convenables et, de concert avec l'organisme juif mentionné à l'article 4, elle encouragera l'établissement intensif des Juifs sur les terres du pays, y compris les domaines de l'Etat et les terres incultes inutilisées pour les services publics » [40].

Les tentatives du pouvoir mandataire pour se conformer à cet article relatif à la cession des terres ont rencontré une opposition légale féroce de la part des Palestiniens, et ont finalement été abandonnées, ce renoncement étant une source majeure de friction entre la Grande-Bretagne et les colons sionistes [41].

L'article 4 du mandat sur la Palestine dispose que :

« Un organisme juif convenable sera officiellement reconnu et aura le droit de donner des avis à l'administration de la Palestine et de coopérer avec elle dans toutes questions économiques, sociales et autres, susceptibles d'affecter l'établissement du foyer national juif et les intérêts de la population juive en Palestine, et, toujours sous réserve du contrôle de l'administration, d'aider et de participer au développement du pays.

L'Organisation sioniste sera reconnue comme étant l'organisme visé ci-dessus, pour autant que, de l'avis du mandataire, son organisation et sa constitution seront jugées convenables. D'accord avec le gouvernement de Sa Majesté britannique, elle prendra toutes mesures nécessaires pour assurer la coopération de tous les Juifs disposés à collaborer à la constitution du foyer national juif. » [42].

Il va sans dire qu'aucune « Agence arabe » parallèle n'a été prévue pour prendre en compte les intérêts et les

préoccupations de la population palestinienne autochtone. Les Palestiniens ont demandé à plusieurs reprises la création d'institutions représentatives de l'ensemble de la population palestinienne pour « conseiller et assister » le gouvernement mandataire, mais ces demandes ont été mises à mal par l'opposition féroce des sionistes [43].

Et Lissak de conclure, d'une façon quelque peu incongrue, qu' « il est ... vrai que le Yishuv, une fois arrivé à un certain niveau critique, a été aidé par le gouvernement britannique qui lui a prodigué un soutien légal dans la mise en place de ses institutions et aidé, au moins pendant la période de la troisième Alyah [1919-1924], en lui fournissant des emplois. Sans cette aide, les difficultés de cette Alyah auraient été encore plus grandes que celles rencontrées par la quatrième Alyah [1924-1931], sans oublier que celle-ci aurait alors eu lieu après l'échec de la précédente. Cette aide a également facilité la construction d'un cadre politique, socio-économique et culturel qui a aidé à la création de l'autonomie juive sur la terre d'Israël. Ainsi, divers éléments de structure coloniale ont été neutralisés d'une manière non négligeable » [44].

Derek Penslar, autre opposant à la thèse coloniale, a conclu que « Le régime du mandat britannique a développé les infrastructures en Palestine, apporté son concours à la massive immigration juive, et encouragé le développement d'institutions juives, politiques et même militaires. Clairement, sans le soutien britannique, le projet sioniste serait mort-né. Pourtant, le rôle de la Grande-Bretagne était incohérent, oscillant entre la promotion et l'étranglement du projet sioniste. La Grande-Bretagne fut plus un beau-père qu'un parent naturel de l'État juif » [45].

Le seul effort sérieux de la Grande-Bretagne pour « étrangler » le projet sioniste fut le Livre blanc de 1939, promulgué à la suite de la révolte arabe de 1936-1939 [46]. Publié le 17 mai 1939, le Livre blanc signait l'abandon du plan de partition de la Commission Peel de 1937, pour appeler à l'établissement d'un État palestinien indépendant, démocratique et unitaire dans une période de dix ans. L'immigration juive en Palestine devait être limitée à soixante-quinze mille hommes dans les cinq prochaines années, sous réserve de la « capacité d'absorption économique » du pays, et être ultérieurement subordonnée au consentement des Arabes. Des restrictions strictes furent en outre imposées à l'acquisition de terres par les Juifs. Le Livre blanc fut considéré par les sionistes comme une trahison par la Grande-Bretagne de son engagement à établir un foyer national juif en Palestine, et David Ben Gourion promit alors la chose suivante : « Combattons le Livre blanc comme s'il n'y avait pas de guerre mondiale et combattons Hitler aux côtés de l'Angleterre dans cette guerre mondiale comme s'il n'y avait pas de Livre blanc » [47].

Les conséquences réelles du livre blanc furent cependant quasiment dérisoires. Pendant la Seconde Guerre mondiale, l'immigration juive en Palestine fut pratiquement interrompue, et le nombre d'immigrants tomba bien en dessous des soixante-quinze mille autorisés par le Livre blanc. Les restrictions à l'immigration ne devinrent effectives qu'après la guerre, lorsqu'une campagne d'immigration clandestine (connue sous le nom d'Alyah B) fut mise en place par l'Agence juive, qui envoya quatre-vingt-quatre mille immigrants juifs en Palestine entre 1945 et 1948. En ce qui concerne l'acquisition de terres, la loi foncière de 1940 mettant en oeuvre les directives du Livre blanc divisait le pays en trois zones : la zone A, où le transfert de terres par qui que ce soit à des Arabes non palestiniens était interdit, à quelques exceptions près ; la zone B, où le transfert de terres par des Arabes palestiniens à des Arabes non palestiniens était interdit, à quelques exceptions près également ; et enfin la zone franche, au niveau de la plaine côtière déjà très peuplée par des Juifs, où aucune restriction ne s'appliquait. Les zones A et B représentaient 95 % de la superficie terrestre de la Palestine.

En réalité, pendant les années où le Livre blanc était en vigueur, de 1939 à 1947, le Fonds national juif, principal organisme sioniste d'achat de terres, a réussi à acheter 454 471 dunams (environ 45 000 hectares), dont 75 % situés en zones A et B. Certes, 182 188 dunams acquis dans les zones restreintes furent achetés à d'autres Juifs, pratique due aux restrictions imposées par la loi sur la terre. Mais les 158 665 dunams restants achetés à des Palestiniens ou à des tiers (tels que des églises chrétiennes) correspondaient à peu de choses près à la quantité de terres achetée entre 1930 et 1939 [48]. En supposant que les responsables britanniques du gouvernement mandataire n'étaient pas totalement incompetents ou corrompus, il est tout à fait clair qu'ils ont fermé les yeux sur les différentes ruses utilisées par le Fonds National Juif pour contourner les restrictions à l'acquisition de terres.

Le dernier point à prendre en compte à propos du rôle de la Grande-Bretagne en tant que « mère patrie » des colons sionistes est l'intérêt de la Grande-Bretagne à parrainer une implantation sioniste en Palestine. Les opposants à la thèse coloniale soutiennent que le colonialisme implique nécessairement le transfert de ressources de la colonie à la métropole et que, puisqu'aucune sorte de transfert de ressources n'a eu lieu en Palestine, le sionisme n'était pas un mouvement colonial. Cet argument confond deux types de projets coloniaux, les colonies extractives et les colonies de peuplement [49]. Mais, de toute évidence, si la Grande-Bretagne fonctionnait comme la « mère patrie » des sionistes, c'est qu'elle devait avoir un intérêt à le faire.

En écartant les explications basées sur la personnalité, telles que le sionisme et/ou l'antisémitisme du Premier ministre Lloyd George et du ministre des affaires étrangères, Arthur James Balfour, ou les compétences sociales ou la contribution à l'effort de guerre britannique de Weizmann, Mayir Vereté a analysé précisément et en détail l'évolution de la politique de la Grande-Bretagne à l'égard de la Palestine au cours de la Première Guerre mondiale, et les intérêts qui la sous-tendaient. Selon Vereté, ces intérêts étaient de deux types : à court terme et à long terme. L'intérêt à long terme était d'avoir une zone tampon contrôlée par le Royaume-Uni entre l'Égypte, et en particulier le canal de Suez - une bouée de sauvetage de l'empire - et les menaces potentielles provenant de la Russie, de l'Allemagne, des futures possessions françaises au Moyen-Orient ou des alliés arabes de la Grande-Bretagne eux-mêmes. L'accord Sykes - Picot, signé en 1916, prévoyant un condominium britannique-français-russe (auquel d'autres puissances auraient même pu être ajoutées) sur la Palestine, la Grande-Bretagne était impatiente de se dégager de cet accord et d'obtenir le contrôle exclusif du pays. La logique sous-jacente à cette politique et à ses liens avec le sionisme a été clarifiée après la conquête de la Palestine par Sir Ronald Storrs, gouverneur militaire britannique de Jérusalem puis de toute la Palestine, qui déclara que « le sionisme ... [formait] pour l'Angleterre un « loyal petit Ulster juif » dans une mer d'arabisme potentiellement hostile » [50].

Contrairement aux intérêts à long terme, les intérêts à court terme étaient communs à la Grande-Bretagne et à ses alliés du temps de la guerre, et avaient été utilisés pour convaincre ces derniers d'approuver ou, du moins, d'accepter la Déclaration Balfour. L'opinion publique juive avait favorisé l'Allemagne pendant la guerre, en raison du traitement réservé par la Russie tsariste aux Juifs. C'était un fait politique important car les Juifs américains (comme les américano-irlandais et les américano-allemands) s'opposaient à l'entrée en guerre des États-Unis, et les banquiers américains juifs refusaient de placer des obligations de guerre britanniques aux États-Unis. L'idée de donner aux sionistes un « parrainage » colonial sur la Palestine s'était déjà concrétisée en 1916, sous le gouvernement libéral britannique dirigé par Asquith, comme une mesure qui aurait pour effet de faire basculer l'opinion juive américaine dans le soutien à l'effort de guerre des Alliés, et de légitimer le droit britannique à une revendication exclusive à régner sur la Palestine [51].

En résumé, donc, les intentions de la Grande-Bretagne, telles qu'exprimées dans des documents officiels, ses actions sur le terrain et ses intérêts au Moyen-Orient, montrent qu'elle joua en tout point le rôle de « mère patrie » des colons sionistes en Palestine. Les relations entre les deux parties ont été tendues à la suite de la révolte arabe et du Livre blanc de 1939, et la désintégration de l'Empire britannique après la Seconde Guerre mondiale a transformé la constellation géopolitique de ses intérêts. Ayant perdu l'Inde, la Grande-Bretagne n'avait plus besoin de contrôler le canal de Suez et n'avait ni les ressources, ni le désir d'être prise entre les Juifs et les Arabes de Palestine.

Après avoir observé la période de consolidation de la colonisation sioniste, entre 1882 et 1948, Arnon Golan a conclu que le mouvement sioniste n'aurait pas atteint l'instauration d'un État juif indépendant sans la domination informelle et surtout formelle de l'impérialisme européen en Palestine. Avant 1914, les émissaires européens en Palestine étaient enclins à soutenir les marchands juifs et l'élite urbaine, qu'ils considéraient comme faisant partie du cercle d'alliés locaux. En outre, d'éminents dirigeants sionistes tels que Herzl et Weizmann ont supposé que le sionisme gagnerait à devenir un collaborateur à part entière des puissances impériales en Palestine. Ils se sont efforcés de convaincre les dirigeants européens que les Juifs formeraient le groupe de colons blancs dans le pays, considéré comme le cercle idéal de coopérants servant les intérêts des puissances impérialistes et colonialistes, comme en

Australie, en Nouvelle-Zélande, en Rhodésie et en Algérie [52].

Et selon les mots d'Avi Shlaim, « Les sionistes n'ont pas tardé à saisir l'importance que revêtait pour un mouvement de libération nationale faible, le parrainage et le soutien d'une grande puissance. S'assurer du soutien de la plus grande puissance occidentale du moment reste en effet jusqu'à aujourd'hui un principe fondamental de la politique étrangère sioniste [53].

Conclusion

Les opposants à la thèse coloniale ont utilisé trois types d'arguments pour défendre leur affirmation selon laquelle le sionisme n'est pas et n'était pas un mouvement de colonialisme de peuplement : les intentions sionistes étaient nationales, et non coloniales ; les pratiques sionistes se sont considérablement différenciées des pratiques coloniales ; le sionisme n'avait pas de « mère pays » pour le soutenir. Dans ce chapitre, j'ai démontré que, tant qu'il était encore politiquement correct de le faire, les colons sionistes se sont ouvertement référés à leurs objectifs et à leurs institutions dans des termes coloniaux ; que les pratiques sionistes étaient dans la droite ligne des pratiques coloniales d'exploitation et/ou d'exclusion de la population autochtone ; et que la Grande-Bretagne a bien fonctionné en tant que « mère patrie » des sionistes, avec toutefois des ajustements imposés par les conditions spécifiques de la Palestine de l'époque.

De plus, en considérant le sionisme comme un mouvement de colonialisme de peuplement, je dirais que non seulement les explications historiques sont plus concluantes, mais aussi qu'elles nous aident à mieux comprendre l'Israël contemporain. Les opposants à la thèse coloniale ont beaucoup de mal à expliquer, par exemple, la politique israélienne de colonisation et d'occupation permanente des territoires palestiniens conquis en 1967, que beaucoup d'entre eux considèrent comme une politique coloniale. Ainsi, Lissak fait allusion aux « grands changements » survenus dans la nature du mouvement sioniste après 1967, mais évite d'essayer de les expliquer : « Malgré l'existence de similitudes à certains égards entre la colonie juive et l'une ou l'autre forme de colonialisme, cette similitude était purement structurelle et n'affectait en rien le caractère unique du mouvement sioniste. Cette situation est restée plus ou moins vraie jusqu'en 1967, mais développer à propos des grands changements survenus à cette époque à ce moment-là déborde du cadre du présent texte » [54].

Une explication facile qui me vient à l'esprit est que le mouvement sioniste travailliste a perdu le contrôle de l'État israélien en 1977 et que le sionisme révisionniste qui s'est emparé de ce régime a poursuivi une politique de colonialisme de peuplement. Cependant, la colonisation des territoires palestiniens occupés avait commencé plus tôt, en 1967, et le mouvement travailliste a disposé de dix années pour parvenir à un règlement politique avec les Palestiniens et/ou les pays arabes environnants, sans y parvenir, car il était divisé en interne à propos du futur de ces territoires [55]. Et c'est en réalité le parti révisionniste du Likoud qui a renoncé au contrôle de la péninsule du Sinaï quasiment dès son accession au pouvoir, en 1977, alors que le précédent gouvernement travailliste de Golda Meir avait refusé de le faire.

Les colons juifs vivant dans les territoires occupés depuis 1967, qu'ils soient travaillistes ou sionistes religieux, ont toujours soutenu que le projet dans lequel ils étaient engagés n'était pas différent du projet des pionniers d'avant 1948. En effet, c'est un examen sérieux de cette affirmation qui a conduit les pionniers de la thèse coloniale, Baruch Kimmerling et Gershon Shafir, à conclure que les colons avaient raison de dire que leurs pratiques étaient la continuation naturelle de l'entreprise de colonisation sioniste commencée en 1882. Par conséquent, si l'entreprise postérieure à 1967 est de nature coloniale, une caractérisation qui n'est pas vraiment contestée dans le courant dominant des sciences sociales israéliennes, alors il en est de même pour ce qui est de la politique menée avant 1948 [56].

Une autre dimension des rapports sociaux en Israël à laquelle la thèse coloniale apporte une meilleure explication que celles proposées par les sciences sociales israéliennes dominantes, est le clivage inter-juif entre Ashkénazes et Séfarades (respectivement Juifs originaires d'Europe et du monde musulman). La place semi-périphérique des Séfarades dans la société israélienne, où ils sont socialement, économiquement et culturellement pris en sandwich entre les Ashkénazes au sommet et les Palestiniens au bas de la liste, a été largement débattue depuis l'émergence d'une sociologie critique en Israël à la fin des années 1970 [57]. Si le sionisme est bien un mouvement de libération nationale, comme le prétendent même les sionistes les plus libéraux, comment peut-on expliquer l'existence d'ethno-classes au sein de la société juive en Israël ? Les sciences sociales fonctionnalistes dominantes, dont Lissak est l'un des principaux représentants, ont cherché à expliquer cette réalité à l'aide de la théorie de la modernisation, affirmant que les Séfarades étaient originaires de sociétés traditionnelles et avaient des difficultés compréhensibles à s'adapter à l'Israël socialiste, industriel et moderne. Si on leur accorde ce point pour les besoins de la discussion, alors comment cela peut-il expliquer la persistance du clivage ethnique inter-juif dans les deuxième et troisième générations, après que la progéniture des immigrants/colons d'origine séfarade soit passée le système éducatif israélien ?

En s'appuyant sur les théories du colonialisme de peuplement, Oren Yiftachel a noté que les sociétés de colons « se caractérisent généralement par une vaste stratification en trois ethno-classes principales : a) un groupe constitutif fondateur. . . b) un groupe d'immigrants ultérieurs issus de milieux culturels différents. . . c) les groupes autochtones dépossédés » [58]. Des exemples de ces relations triadiques sont : a) les colons français ; b) les immigrants italiens, maltais et espagnols ; et c) les groupes autochtones arabes et berbères en Algérie, ou a) les WASP [59], b) les groupes d'immigrants européens ultérieurs, et c) les Amérindiens aux États-Unis. Selon Yiftachel, « Le groupe à l'initiative de l'établissement de l'État le fait selon sa propre vision, institutionnalise sa domination et crée un système qui assimile les immigrants ultérieurs au sein de la culture dominante, et les incorpore de manière inégale dans la politique et l'économie. Dans le même temps, la ségrégation géographique et économique est maintenue vis-à-vis des immigrés marginalisés et des groupes locaux. Un tel système reproduit généralement la domination du groupe à l'initiative de la création de l'État, sur plusieurs générations » [60].

En Israël, une telle structuration de la société a commencé au moment de la deuxième Aliyah, lorsque des immigrés juifs yéménites, dont certains sont venus du Yémen avec cet objectif précis, ont été utilisés comme soldats dans la campagne de « conquête du travail » des Palestiniens, campagne qui s'est finalement avérée infructueuse. Cependant, contrairement aux colons ashkénazes de la deuxième Alyah, qui n'ont pas réussi non plus à s'emparer du travail des Palestiniens dans les plantations (voir développement précédent), les immigrés yéménites n'ont pas été inclus dans la transition vers une « implantation par le travail » (kibboutzim et moshavim), mais ont été laissés à leur errance, à la périphérie des colonies de plantation de la première Alyah. Le même sort attendait les immigrants séfarades arrivés dans les années 1950 et 1960 : en tant que Juifs immigrés en vertu de la loi du retour, ils ont bénéficié de tous les droits civils et politiques, mais ils furent socialement et économiquement marginalisés : installés dans des zones frontalières et dans des villes désertées par les Palestiniens en 1948, ils furent utilisés pour renforcer l'armée et fournir une main-d'oeuvre non qualifiée pour l'agriculture du pays puis, plus tard, pour son industrialisation [61].

Comme l'explique Andrea Smith, « les différences de statut comprises comme étant d'origine ethnique se sont développées très tôt [en Algérie] et étaient fondées sur l'accès à la terre. Ces terres, appartenant aux populations indigènes, ont été transférées aux colons, bien que de manière inégale et en grande partie par nationalité. Alors que la population autochtone connaissait une paupérisation rapide, une hiérarchie entre différents statuts, basée sur l'appartenance ethnique et la classe sociale, s'est développée parmi les Européens » [62].

En Israël, l'une des décisions les plus spectaculaires de la Cour suprême dans le domaine des droits sociaux a concerné l'attribution de terres de l'État (c'est-à-dire des terres autrefois palestiniennes) entre des kibboutzim et des séfarades habitants des logements sociaux, suite à une pétition déposée en 2000 par l'organisation militante séfarade the Democratic Mizrahi Rainbow [63].

Gabriel Piterberg a montré que la revendication d'unicité historique est caractéristique des projets de colonialisme de peuplement, et le sionisme ne fait pas exception à la règle [64]. Mais le fait que chaque projet prenne sa propre forme historiquement spécifique n'enlève rien à son caractère colonial. Comme je l'ai montré dans cette partie, les tentatives d'utilisation de la spécificité historique du sionisme pour affirmer qu'il ne correspond pas au modèle du colonialisme de peuplement ne résistent pas à l'examen historique minutieux. Et il ne s'agit pas seulement de cela, puisque l'insistance pour nier la nature coloniale de peuplement du sionisme rend également plus difficile à comprendre pour les opposants à la thèse coloniale des aspects majeurs la réalité de l'Israël contemporain.

Yoav Peled est professeur émérite de sciences politiques à l'université de Tel-Aviv. Ses travaux portent sur la politique israélienne, la religion et la politique, la citoyenneté, les relations ethniques et la citoyenneté. Il est notamment co-auteur, avec Gershon Shafir, de *Being Israeli : The Dynamics of Multiple Citizenship* (Cambridge University Press, 2002).

Bibliographie

Aaronsohn Ran, "Settlement in Eretz Israel - a Colonialist Enterprise ? 'Critical' Scholarship and Historical Geography," *Israel Studies*, 1, 2, 1996.

Adler Raya (Cohen), "The Tenants of Wadi Hawarith : Another View of the Land Question in Palestine," *International Journal of Middle East Studies*, 2, 1988.

Arlosoroff Chaim, "On the Question of Organization" in *The Writings of Chaim Arlosoroff*, III, Stybel, 1934, (en Hébreu) p.158

Ben Gourion David, *Les secrets de la création de l'État d'Israël*, journal 1947-1948, Éditions de la Martinière, 2012.

Balfour Arthur James, Lettre du 02/11/1917, unispal.org,
<https://unispal.un.org/UNISPAL.NSF/0/E210CA73E38D9E1D052565FA00705C61>

Dershowitz Alan, *Le droit d'Israël : pour une défense équitable*, Eska, 2004.

Forman Gerem Jeremy & Alexandre Kedar, "Colonialism, Colonization and Land Law in Mandate Palestine : The Zor al-Zarqa and Barrat Qisarya Land Disputes in Historical Perspective," *Theoretical Inquiries in Law*, IV, 2, 2003.

Gabriel Piterberg, *The Returns of Zionism : Myths, Politics and Scholarship in Israel*, Verso, 2008

Gans Chaim, *A Political Theory for the Jewish People : Three Zionist Narratives*, University of Haifa Press, 2013, (en Hébreu).

Golan Arnon, "European Imperialism and the Development of Modern Palestine : Was Zionism a Form of Colonialism ?" *Space and Polity*, 5, 2001

Goldstein Jacob and Stern Bat-Sheva, "PICA - Its Organization and Goals," *Katedra*, 59, 1991, (en Hébreu)

Granovsky Abraham, The Land Regime in Eretz-Yisrael, Dvir, 1949 (en Hébreu).

Halamish Aviva, "Mandatory Palestine : A Dual Society or a Colonial Reality ?", Zemanim, 92, 2005.

HCJ 244/00, New Discourse Association for the Democratic Discourse et al. v. Minister of National Infrastructure et al. ; décision du 29/08/2002. <http://elyon1.court.gov.il/files/00/440/002/E58/00002440.e58.htm>

Herman Peled Horit & Peled Yoav, "Post-Post-Zionism ? Confronting the Death of the Two-State Solution," New Left Review, 67, 2011.

Katz Yossi, The Battle for the Land : The History of the Jewish National Fund (KKL) before the Establishment of the State of Israel , Magnes Press, 2005

Khalidi Rashid, The Iron Cage : The Story of the Palestinian Struggle for Statehood, Beacon Press, 2006.

Kimmerling Baruch and Migdal Joel S., The Palestinian People : A History, Harvard University Press, 2003.

Lissak Moshe, "'Critical' Sociology and 'Establishment' Sociology in the Israeli Academic Community : Ideological Struggles or Academic Discourse ?", Israel Studies, I, 1, 1996.

Lockman Zachary, "Land, Labor and the Logic of Zionism : A Critical Engagement with Gershon Shafir," Settler Colonial Studies, II, 1 2012.

Lloyd David, "Past Is Present : Settler Colonialism in Palestine," Settler Colonial Studies, 2, 2012.

Mandat britannique sur la Palestine, mjp.univ-perp.fr, <https://mjp.univ-perp.fr/constit/ps1922.htm>

Miller Rory (ed), Britain, Palestine and Empire : The Mandate Years, Ashgate, 2010.

Neumann Boaz, Land and Desire in Early Zionism, Am Oved, 2009 (en Hébreu).

Peled Yoav & Shafir Gershon, Being Israeli : The Dynamics of Multiple Citizenship, Tel Aviv University Press, 2005, (en Hébreu).

Penslar Derek, Israel in History : The Jewish State in Comparative Perspective, Routledge, 2007

« Palestine refugees », unrwa.org, www.unrwa.org/palestine-refugees

Porath Yehoshua , "The Land Problem as a Factor in Relations among Arabs, Jews, and the Mandatory Government" in The Palestinians and the Middle East Conflict, Turtledove, 1978.

P. Tyler Warwick, State Lands and Rural Development in Mandatory Palestine, 1920-1948, Sussex Academic Press, 2001.

- Proceedings of the World Congress of Jewish Studies, II, 2 : Jewish History in the Mishnah and Talmud Period, in the Middle Ages and Modern Times ; The Jewish Labour Movement ; Contemporary Jewish History ; The Holocaust, 1969, (en Hébreu)
- Quigley John, The Case for Palestine : An International Law Perspective, Duke University Press, 2005
- Ram Uri, "The Colonization Perspective in Israeli Sociology : Internal and External Comparisons », Journal of Historical Sociology, 6, 1993.
- Reinhard Wolfgang, A Short History of Colonialism, Manchester University Press, 2011.
- Rosner Jacob (ed.), A Palestine Picture Book, ed. Jacob Rosner, Schocken Books, 1947.
- Roger Louis William (ed.) Yet More Adventures with Britannia : Personalities, Politics and Culture in Britain, I. B. Tauris, 2005.
- Schneer Jonathan, The Balfour Declaration : the Origins of the Arab-Israeli Conflict, Random House, 2010.
- Shlaim Avi, "The Balfour Declaration and Its Consequences," in Roger Louis William (ed.) Yet More Adventures with Britannia : Personalities, Politics and Culture in Britain, I. B. Tauris, 2005.
- Shafir Gershon, "Israeli Society : A Counterinterview," Israel Studies, I, 2, 1996.
- Shafir Gershon, Land, Labor and the Origins of the Israeli-Palestinian Conflict , 1882-1914, Cambridge University Press, 1996.
- Shafir Gershon and Peled Yoav, Being Israeli : The Dynamics of Multiple Citizenship, Cambridge University Press, 2002
- Shapiro Yonathan, The Formative Years of The Israeli Labour Party : The Organization of Power, 1919-1930, Sage, 1976.
- Shavit Ari, My Promised Land : The Triumph and Tragedy of Israel, Spiegel and Grau, 2013
- Smith Andrea L., Colonial Memory and Postcolonial Europe : Maltese Settlers in Algeria and France, Indiana University Press, 2006.
- Sternhell Zeev, The Founding Myths of Israel : Nationalism, Socialism, and the Making of the Jewish State, Princeton University Press, 1998
- Yiftachel Oren, Ethnocracy : Land and Identity Politics in Israel/Palestine, University of Pennsylvania Press, 2006.
- Veracini Lorenzo, "The Other Shift : Settler Colonialism, Israel, and the Occupation," Journal of Palestine Studies, 42, 2013.

Vereté Mayir, "The Balfour Declaration and Its Makers," Middle Eastern Studies, 6, 1970

Weitz Yechiam (ed.), From Vision to Revision : A Hundred Years of Historiography of Zionism, Zalman Shazar Center, 1997.

Zeev Sternhell, "It's the Colonialism They Hate, Not Jews," Haaretz, 19/09/2014.

<https://www.haaretz.com/opinion/.premium-its-the-colonialism-they-hate-not-us-1.5302984> (consulté le 19/09/2014)

Traduit de l'anglais par Vivian Petit

Publié initialement dans Jacobs Jack (ed.), Jews and leftist politics. Judaism, Israel, antisemitism and gender, Cambridge University Press, 2017.

[1] Dershowitz Alan, Le droit d'Israël : pour une défense équitable, Eska, 2004.

[2] Ibid. p. 21

[3] Ram Uri, "The Colonization Perspective in Israeli Sociology : Internal and External Comparisons », Journal of Historical Sociology, 6, 1993

[4] Gans Chaim, A Political Theory for the Jewish People : Three Zionist Narratives, University of Haifa Press, 2013, (en Hébreu), p. 115.

[5] Ibid. p. 115 ; . Peled Yoav & Shafir Gershon, Being Israeli : The Dynamics of Multiple Citizenship, Tel Aviv University Press, 2005, (en Hébreu), p. 27-37.

[6] Shafir Gershon, "Israeli Society : A Counterview," Israel Studies, I, 2, 1996 ; Yiftachel Oren, Ethnocracy : Land and Identity Politics in Israel/Palestine, University of Pennsylvania Press, 2006, p. 12 ; Reinhard Wolfgang, A Short History of Colonialism, Manchester University Press, 2011, p.1-4 ; Smith Andrea L., Colonial Memory and Postcolonial Europe : Maltese Settlers in Algeria and France , Indiana University Press, 2006, p. 65.

[7] Veracini Lorenzo, "The Other Shift : Settler Colonialism, Israel, and the Occupation," Journal of Palestine Studies, 42, 2013.

[8] Reinhard Wolfgang, A Short History of Colonialism, Manchester University Press, 2011, p.4.

[9] Shlaim Avi, "The Balfour Declaration and Its Consequences," in Roger Louis William (ed.) Yet More Adventures with Britannia : Personalities, Politics and Culture in Britain, I. B. Tauris, 2005, p. 261, 268.

[10] De 1922 à 1944, le prix des terres rurales en Palestine est passé de 34 à 1050 dollars américains l'acre. En 1944, le prix des terres rurales aux États-Unis était de 45 dollars américains par acre ; P. Tyler Warwick, State Lands and Rural Development in Mandatory Palestine, 1920-1948, Sussex Academic Press, 2001, p. 10.

[11] Ces arguments sont résumés succinctement dans Halamish Aviva, "Mandatory Palestine : A Dual Society or a Colonial Reality ?" Zemanim, 92, 2005, pp. 16-25 (en Hébreu).

[12] Lissak Moshe, "'Critical' Sociology and 'Establishment' Sociology in the Israeli Academic Community : Ideological Struggles or Academic Discourse ?" Israel Studies, I, 1, 1996. Voir aussi Shafir Gershon, "Israeli Society : A Counterview," Israel Studies, I, 2, 1996.

[13] Lissak Moshe, "'Critical' Sociology and 'Establishment' Sociology in the Israeli Academic Community : Ideological Struggles or Academic Discourse ?" Israel Studies, I, 1, 1996.

[14] Ibid.

[15] Ibid.

[16] Ibid.

[17] Neumann Boaz, Land and Desire in Early Zionism, Am Oved, 2009 (en Hébreu) ; Herman Peled Horit & Peled Yoav, "Post-Post-Zionism ? Confronting the Death of the Two-State Solution," New Left Review, 67, 2011.

[18] Neumann Boaz, Land and Desire in Early Zionism, Am Oved, 2009 (en Hébreu), p.94.

[19] Ibid.

[20] Aaronsohn Ran, "Settlement in Eretz Israel - a Colonialist Enterprise ? 'Critical' Scholarship and Historical Geography," Israel Studies, I, 2, 1996.

[21] Goldstein Jacob and Stern Bat-Sheva, "PICA - Its Organization and Goals," Katedra, 59, 1991, (en Hébreu) ; Ussishkin Anne, "The Jewish Colonisation Association and a Rothschild in Palestine," Middle Eastern Studies, 9, 1973.

[22] Arlosoroff Chaim, "On the Question of Organization" in The Writings of Chaim Arlosoroff, III, Stybel, 1934, (en Hébreu) p.158 ; cf. Lockman Zachary, "Land, Labor and the Logic of Zionism : A Critical Engagement with Gershon Shafir," Settler Colonial Studies, II, 1 2012. En 1930 Hapoel Hatzair s'est uni avec une organisation plus grande, Achdut Haavoda, pour former le Mapai, qui sera le premier parti politique au sein du Yishuv puis en Israël. Arlosoroff fut assassiné en 1933. Les circonstances de son meurtre restent troubles.

[23] Rosner Jacob, "Preface," in Rosner Jacob (ed.), A Palestine Picture Book, ed. Jacob Rosner, Schocken Books, 1947, [pas de numéro de page]. Je suis reconnaissant vis-à-vis de Corey Robin pour avoir attiré mon attention sur ce livre.

[24] Aaronsohn Ran, "Settlement in Eretz Israel - a Colonialist Enterprise ? 'Critical' Scholarship and Historical Geography," Israel Studies, I, 2, 1996. ; voir aussi Shapira Anita, "Politics and Collective Memory - the Debate over the 'New Historians,'" in Weitz Yechiam (ed.) From Vision to Revision : A Hundred Years of Historiography of Zionism, Zalman Shazar Center, 1997, p. 367-391.

[25] Gorni Jorni, "The Idea of Constructive Socialism in the Poale Zion Party (Eretz Israel) During the Years 1906-1914," in Proceedings of the World Congress of Jewish Studies, II, 2 : Jewish History in the Mishnah and Talmud Period, in the Middle Ages and Modern Times ; The Jewish Labour Movement ; Contemporary Jewish History ; The Holocaust, 1969, (en Hébreu), p. 115.

[26] Ibid. Yonathan Shapiro et Zeev Sternhell ont montré que dans l'idéologie sioniste travailliste, les éléments d'universalité sont totalement subordonnés aux considérations nationalistes Voir Shapiro Yonathan, The Formative Years of The Israeli Labour Party : The Organization of Power, 1919-1930, Sage, 1976 ; Sternhell Zeev, The Founding Myths of Israel : Nationalism, Socialism, and the Making of the Jewish State, Princeton University Press, 1998.

[27] Lissak Moshe, "'Critical' Sociology and 'Establishment' Sociology in the Israeli Academic Community : Ideological Struggles or Academic Discourse ?" Israel Studies, I, 1, 1996

[28] Ibid.

[29] Ibid. Selon l'ONU, le nombre de réfugiés palestiniens qui ont fui leurs maisons pendant la guerre de 1947-1949 se situe autour de 700 000, ou 85 % de la population palestinienne totale dans la zone qui est devenue l'État d'Israël ; www.unrwa.org/palestine-refugees (consulté le 20 août 2014).

- [30] Lissak Moshe, "'Critical' Sociology and 'Establishment' Sociology in the Israeli Academic Community : Ideological Struggles or Academic Discourse ?" Israel Studies, I, 1, 1996
- [31] Shafir Gershon, Land, Labor and the Origins of the Israeli-Palestinian Conflict , 1882-1914, Cambridge University Press, 1996.
- [32] Vitkin Joseph, "Conquest of Land and Conquest of Labor" [cours donnée en 1908], Schochat Eliezer & Shorer Chaim (ed.), Hapoel Hatzair Chapters, VIII, Book 2, N. Twersky, 1936, p. 9-14 (in Hébreu), cité dans Shafir Gershon, Land, Labor and the Origins of the Israeli-Palestinian Conflict , 1882-1914, Cambridge University Press, 1996, p.161-162, voir aussi pp. 151-165 ; pp. Gorni Jorni, "The Idea of Constructive Socialism in the Poale Zion Party (Eretz Israel) During the Years 1906-1914" in Proceedings of the World Congress of Jewish Studies, II, 2 : Jewish History in the Mishnah and Talmud Period, in the Middle Ages and Modern Times ; The Jewish Labour Movement ; Contemporary Jewish History ; The Holocaust, 1969, (en Hébreu), p.116-117.
- [33] Arlosoroff Chaim, "On the Question of Organization" in The Writings of Chaim Arlosoroff, III, Stybel, 1934, p. 159 en Hébreu).
- [34] Neumann Boaz, Land and Desire in Early Zionism, Am Oved, 2009 (en Hébreu), p.94.
- [35] Porath Yehoshua, "The Land Problem as a Factor in Relations among Arabs, Jews, and the Mandatory Government" in The Palestinians and the Middle East Conflict, Turtledove, 1978, p. 507-543 cité dans Shafir Gershon, "Israeli Society : A Counterinterview," Israel Studies, I, 2, 1996.
- [36] Kimmerling Baruch and Migdal Joel S., The Palestinian People : A History, Harvard University Press, 2003, p. 109-111 ; Adler Raya (Cohen), "The Tenants of Wadi Hawarith : Another View of the Land Question in Palestine," International Journal of Middle East Studies, 2, 1988, p. 197-220.
- [37] Golan Arnon, "European Imperialism and the Development of Modern Palestine : Was Zionism a Form of Colonialism ?" Space and Polity, 5, 2001 ; « The Palestine Mandate, Article 8 » in Khalidi Rashid, The Iron Cage : The Story of the Palestinian Struggle for Statehood, Beacon Press, 2006.
- [38] Vereté Mayir, "The Balfour Declaration and Its Makers," Middle Eastern Studies, 6, 1970, p. 48-76 ; Renton James, "Flawed Foundations : The Balfour Declaration and the Palestine Mandate," in Miller Rory (ed), Britain, Palestine and Empire : The Mandate Years, Ashgate, 2010, p. 15-37 ; Schner Jonathan, The Balfour Declaration : the Origins of the Arab-Israeli Conflict, Random House, 2010) ; Shlaim Avi, "The Balfour Declaration and Its Consequences," in Roger Louis William (ed.) Yet More Adventures with Britannia : Personalities, Politics and Culture in Britain, I. B. Tauris, 2005, p. 261, 268.
- [39] <http://unispal.un.org/UNISPAL.NSF/0/E210CA73E38D9E1D052565FA00705C61> (consulté le 14/08/2014) ; Shlaim Avi, "The Balfour Declaration and Its Consequences," in Roger Louis William (ed.) Yet More Adventures with Britannia : Personalities, Politics and Culture in Britain, I. B. Tauris, 2005, p. 261, 258.
- [40] Mandat britannique sur la Palestine, article 6, consultable ici : <https://mjp.univ-perp.fr/constit/ps1922.htm>
- [41] Forman Gerem Jeremy & Alexandre Kedar, " Colonialism, Colonization and Land Law in Mandate Palestine : The Zor al-Zarqa and Barrat Qisarya Land Disputes in Historical Perspective," Theoretical Inquiries in Law, IV, 2, 2003.
- [42] Mandat britannique sur la Palestine, article 4 , consultable ici : <https://mjp.univ-perp.fr/constit/ps1922.htm>
- [43] Khalidi Rashid, The Iron Cage : The Story of the Palestinian Struggle for Statehood, Beacon Press, 2006, p.31-64.
- [44] Lissak Moshe, "'Critical' Sociology and 'Establishment' Sociology in the Israeli Academic Community : Ideological Struggles or Academic Discourse ?", Israel Studies, I, 1, 1996, p. 275 ; Pappé Ilan, "Zionism as Colonialism - a Comparative Look at Diluted Colonialism in Asia and Africa," in Weitz Yechiam (ed.) From Vision to Revision : A Hundred Years of Historiography of Zionism, Zalman Shazar Center, 1997, p. 363-365.
- [45] Penslar Derek, Israel in History : The Jewish State in Comparative Perspective, Routledge, 2007, p. 93-94. Une indication mineure du

caractère plutôt bienveillant de ce beau-père est le fait que trois rues principales de Tel Aviv portent encore le nom de personnalités britanniques clés impliquées dans l'occupation de la Palestine de 1917 - le roi George V, le maréchal Allenby et Arthur James Balfour.

[46] Kimmerling Baruch and Migdal Joel S., *The Palestinian People : A History*, Harvard University Press, 2003, p. 102-131 ; Khalidi Rashid, *The Iron Cage : The Story of the Palestinian Struggle for Statehood*, Beacon Press, 2006, P ; 105-125.

[47] Ben Gourion David, *Les secrets de la création de l'État d'Israël*, journal 1947-1948, Éditions de la Martinière, 2012, p.32.

[48] Granovsky Abraham, *The Land Regime in Eretz-Yisrael*, Dvir, 1949 (en Hébreu), p. 274 ; Katz Yossi, *The Battle for the Land : The History of the Jewish National Fund (KKL) before the Establishment of the State of Israel*, Magnes Press, 2005, p. 167-230.

[49] Lloyd David, "Past Is Present : Settler Colonialism in Palestine," *Settler Colonial Studies*, 2, 2012, p. 66 ; Shafir Gershon, "Israeli Society : A Counterview," *Israel Studies*, 1, 2, 1996, p. 193.

[50] Quigley John, *The Case for Palestine : An International Law Perspective*, Duke University Press, 2005, p. 8.

[51] Renton James, "Flawed Foundations : The Balfour Declaration and the Palestine Mandate," in Miller Rory (ed), *Britain, Palestine and Empire : The Mandate Years*, Ashgate, 2010, p. 15-37 ; Schneer Jonathan, *The Balfour Declaration : the Origins of the Arab-Israeli Conflict*, Random House, 2010).

[52] Golan Arnon, "European Imperialism and the Development of Modern Palestine : Was Zionism a Form of Colonialism ?" *Space and Polity*, 5, 2001, p. 140-141.

[53] Shlaim Avi, "The Balfour Declaration and Its Consequences," in Roger Louis William (ed.) *Yet More Adventures with Britannia : Personalities, Politics and Culture in Britain*, I. B. Tauris, 2005, p. 261, 260.

[54] Lissak Moshe, "'Critical' Sociology and 'Establishment' Sociology in the Israeli Academic Community : Ideological Struggles or Academic Discourse ?" *Israel Studies*, 1, 1, 1996, p.276 je souligne. Les raisons pour lesquelles les caractéristiques « structurelles » ne peuvent pas affecter le « caractère » d'un phénomène demeurent un mystère. Voir aussi Zeev Sternhell, « It's the Colonialism They Hate, Not Jew » *Haaretz*, 19/09/2014. <https://www.haaretz.com/opinion/premium-its-the-colonialism-they-hate-not-us-1.5302984> (consulté le 19/09/2014) ; Shavit Ari, *My Promised Land : The Triumph and Tragedy of Israel*, Spiegel and Grau, 2013, p. 220-222.

[55] Shafir Gershon and Peled Yoav, *Being Israeli : The Dynamics of Multiple Citizenship*, Cambridge University Press, 2002, p. 160-165.

[56] Shafir Gershon, "Israeli Society : A Counterview," *Israel Studies*, 1, 2, 1996, p. 208-209.

[57] Pour une recension voir Peled Yoav & Shafir Gershon, *Being Israeli : The Dynamics of Multiple Citizenship*, Tel Aviv University Press, 2005, (en Hébreu), p.74-95.

[58] Yiftachel Oren, *Ethnocracy : Land and Identity Politics in Israel/Palestine*, University of Pennsylvania Press, 2006, p.13.

[59] NDE White Anglo-Saxon Protestants, les anglo-saxons protestants blancs.

[60] Yiftachel Oren, *Ethnocracy : Land and Identity Politics in Israel/Palestine*, University of Pennsylvania Press, 2006, p.13.

[61] Peled Yoav & Shafir Gershon, *Being Israeli : The Dynamics of Multiple Citizenship*, Tel Aviv University Press, 2005, (en Hébreu), p.74-95.

[62] Smith Andrea L., *Colonial Memory and Postcolonial Europe : Maltese Settlers in Algeria and France*, Indiana University Press, 2006, p. 64.

[63] HCJ 244/00, *New Discourse Association for the Democratic Discourse et al. v. Minister of National Infrastructure et al.* ; décision du 29/08/2002. http://elyon1.court.gov.il/files/00/440/002/E58/00002440_e58.htm (consulté le 20 Août, 2014) ; Yiftachel Oren, *Ethnocracy : Land and*

Identity Politics in Israel/Palestine, University of Pennsylvania Press, 2006, p.131-133.

[64] Gabriel Piterberg, The Returns of Zionism : Myths, Politics and Scholarship in Israel, Verso, 2008, p. 57 ; Smith Andrea L., Colonial Memory and Postcolonial Europe : Maltese Settlers in Algeria and France, Indiana University Press, 2006, p. 64.